

# La parole politique ne plus en plus muselée

- ▶ Des parlementaires qui n'osent plus s'exprimer quand ils ne partagent pas la ligne officielle de leur parti.
- ▶ D'autres qui sont punis pour avoir affiché leur différence.
- ▶ Une communication imposée par les spin doctors, sans plus guère de liberté personnelle.
- ▶ Les élus sont de plus en plus cadenassés.
- ▶ Explications et témoignages.

Un parlementaire libéral d'abord déplorait la collaboration avec des officiels soudainement pour identifier les migrants venus du Soudan, mais qui ne veut pas s'exprimer. D'autres qui ne font qu'off the record », pour ne « pas se désolidariser du Premier ministre » ou qui ne sont fonction plus joignables après un soir sacré plus haut. Un cadre qui souhaitait défendre, chiffres à l'appui, la suppression des provinces, mais y a renoncé faute d'accord de sa hiérarchie jouant le moment inopportuniste.

Un député CDH déplorant la rupture brutale avec le PS dans les gouvernements régionaux, mais qui refuse de le déclarer ouvertement. D'autres qui le font comprendre vaguement sans le dire, ou qui ne le disent qu'anonymement, pour ne pas s'opposer au patron. Un parlementaire favorable au décalage intégral des mandats, mais qui ne dit rien car ce n'est pas la position officielle du CDH. Des candidats potentiels à la présidence qu'un décalage de se présenter contre celui de l'appareil.

**« Une vision binaire se développe dans les partis : vous êtes avec moi ou contre moi, ce qui inhibe le débat »**

GEORGES-LOUIS BOUCHEZ

Un cadre socialiste qui juge qu'Élio Di Rupo devrait écarter la présidence, mais ne veut pas l'affirmer à visage découvert. Un autre qui lance des signaux dans le même sens tout en disant que la question ne se pose pas pour l'instant. Une députée qui dilie son amertume du décalage sur Facebook et reçoit un coup de fil du président. Des élus qui jugent que le parti a réagi trop vite et trop tard à Publifin et au Samuocanal mais se taisent.

Depuis quelques années, les paroles des parlementaires semblent de plus en plus muselées. Bridée. Bien sûr, la discipline de parti a existé de tout temps. Et elle se justifie partiellement, pour éviter qu'un parti tire à hue et à là. Mais désormais, les élus, parfois depuis des années, parfois avec des dizaines de milliers de voix, semblent avoir perdu (beaucoup de) leur liberté de penser, de dire, de s'exprimer. Comme si, dans un contexte politique de plus en plus tendu, complexe, voire en crise, il ne fallait plus une tête qui dépasse. Toute divergence de vues étant perçue comme une division.

Au MR, le phénomène s'est amplifié depuis l'installation de la suédoise, le parti étant dans une position délicate comme seule formation francophone allié à trois partis flamands, dont la N-VA, et disposant du Premier ministre, ce qui est toujours particulier. Et la participation à la nouvelle coalition wallonne MR-CDH, qui ne dispose que d'une voix de majorité, amplifie encore le phénomène. « Le MR est tellement attaqué par les autres partis qu'il est devenu plus complexe d'être une réaction », confirme Georges-Louis Bou-

chez, délégué général du Centre Jean Gol du MR. Même chose au PS à cause des affaires. D'où le fait qu'on fasse bloc et que se développe une vision binaire dans les partis : vous êtes avec moi ou contre moi, ce qui inhibe le débat et la liberté de parole. »

Au CDH, les francs-tireurs n'ont jamais été du goût du président, mais le coup anti-PS du 19 juin, qui n'a réussi qu'à moitié, fragilisait les ministres et leur chef, restreint encore la liberté d'expression.

Et au PS, où la communication a toujours été codifiée, cadenassée, la crise due aux affaires et l'élection historique du pouvoir en Wallonie, si elles libèrent la parole en interne, n'ont pas forcément le même effet vis-à-vis de l'extérieur.

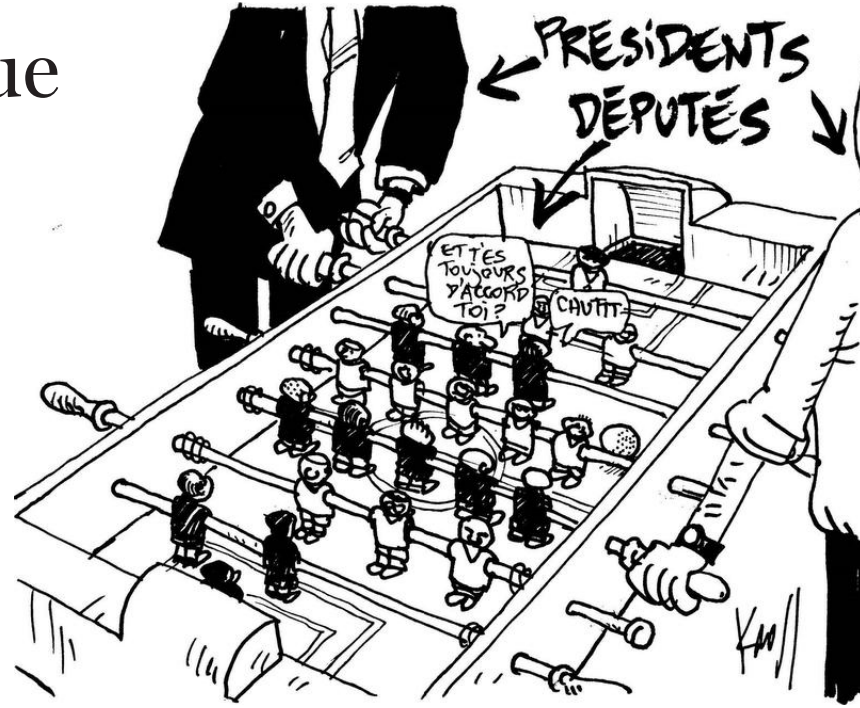
Sans parler de la chasse aux sorcières pour savoir qui a parlé « off the record » lors des consignes de discrétion ou de silence. Ni des pressions ou sanctions contre des élus. Ni des arguments distribués en interne pour que tout le monde utilise les mêmes éléments de langage - particulièrement quand un dossier fait polémique. Sans parler non plus « en haut de la pratique qui se répand parmi les témoins politiques d'annuler des interviews programmées quand des articles n'ont pas plu.

Des mandataires confirment tout ce qui précède. Un bien : « Il faut marcher comme on demande de marcher, rester dans le "tout va bien". Sinon, on nous dit qu'on n'est pas loyal, qu'on met le parti en difficulté. Il n'y a plus guère de débat, même en bureau. » Un autre : « On ne peut plus rien dire, sinon on est puni. » Un onagre : « Benoît Lutgen disait beaucoup tout seul. Et il en informe le bureau qui n'a quasi plus qu'à approuver. » Un autre : « On ne peut plus rien dire, sinon on est puni. » Un onagre : « Benoît Lutgen disait beaucoup tout seul. Et il en informe le bureau qui n'a quasi plus qu'à approuver. » Un autre : « Il ne consulte que très peu de gens. Durant la crise de l'éti, il ne nous disait que ce qu'il voulait. »

« Moi, j'ai toujours dit ce que je voulais. Il est vrai qu'il y a eu un déficit de débat interne, mais avec ce qui est passé cette année, les militants ont repris la parole, le débat est là. Aussi parce que c'est plus facile quand on est dans l'opposition. »

Tentons d'objectiver les choses. Avec des spécialistes qui soulignent les éléments ayant contribué à brider la parole politique. Avec trois témoins aussi, qui ont accepté, de façon assez inédite, de se confier : l'ex-député wallon MR Georges-Louis Bouchez, le chef de groupe CDH à la Chambre Catherine Fonck et le député PS Frédéric Daerden. ■

MARTINE DUBOISSON



## CINQ ÉLÉMENTS QUI BRIDENT LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

### Le poids du chef

Pascal Delwit, politologue à l'ULB, confirme l'évolution vers une parole politique plus bridée. Et cible un premier élément d'explication : « De manière générale, le poids du "centre" des partis, et ce soit le président ou le ministre emblématique comme le Premier ministre, est indubitablement plus grand qu'avant, dans la vie et dans la prise de décision des partis. Exemple : la décision du CDH de débrancher la prise des gouvernements régionaux est d'abord ou presque exclusivement une décision du président Benoît Lutgen, qui n'a pas été testée largement en interne. Une dynamique s'est donc installée : le président est plus important qu'aujourd'hui. Après la Deuxième Guerre mondiale, les présidents n'étaient pas nécessairement des personnalités clés, amenées à jouer un rôle déterminant, ils avaient plutôt un rôle de synthèse. Comme Max Buset ou PS ou André Darneaux chez les libéraux. Aujourd'hui, le président, c'est l'entraîneur : il a plus de poids dans la réussite que dans l'échec. Selon une étude de l'ULB, 98 % des élus le sont dans l'ordre de la liste, et avec certains qui ne font pas beaucoup de voix en début de liste. Ce ne sont donc pas les citoyens qui décident, mais les partis. Qui occupent totalement les assemblées parlementaires, outre qu'ils désignent les ministres, les postes dérivés... Il devient donc très dangereux pour un parlementaire de faire entendre sa voix tout il est dépendant du parti. »

M.A.D.

### Le poids des sondages

Autre évolution récente expliquant la perte de liberté de parole : « Dans les congrès de parti, explique le politologue Pascal Delwit (ULB), il était moins important dans la confection des listes. Avec la transformation des circonscriptions électorales, les députés législatifs sont devenus davantage dépendants de la place qu'on leur accorde sur la liste. Donc du président dont le poids s'est accru en la matière. » C'est de lui que dépend largement la place qu'un candidat reçoit aux élections. Ce qui ne favorise pas l'audace...

Pierre Verjans, politologue à l'ULB, emboîte, pointant surtout l'évolution de la communication : « Avant, dans la "démocratie de parti", selon l'expression de Bernard Minin, il y avait une nécessité de débat car c'était par le débat, par les militants, dans les congrès, que se faisait la légitimité du parti. Dès qu'on entre dans la démocratie du parti, au tournant des années 80 et 90 en Belgique, c'est le sondage d'opinion qui est plus légitime pour faire connaître la position du parti, pour définir les lignes, pas les militants. Lorsque l'utilisation des sondages devient massive, à la fin des années 80, les effets de la communication apparaissent de plus en plus. Et les réseaux sociaux amplifient le phénomène. »

M.A.D.

### Le poids de la communication

Dans les partis, la communication a pris une place déterminante. Qui rogne la liberté d'expression individuelle. « Il est logique, dans un parti, qu'il y ait des expressions différentes sur les sujets socio-économiques ou stratégiques, explique Pascal Delwit (ULB). Mais avec la dynamique des réseaux sociaux et le regard des observateurs, cela donne l'impression d'un parti divisé. Les agents de communication, des "spin doctors", ont dès lors pris de l'importance. Et les parlementaires sont plus prudents, s'expriment moins. Avec une nuance : avec les réseaux sociaux, il y a tout de même une propension à faire parler de soi par une divergence, comme José Hoppart ou Claude Desama sur Di Rupo. Ou comme les régionalistes qui se sont exprimés au PS ou au MR, alors que les partis ne s'étaient pas positionnés. L'exemple type, c'est Georges-Louis Bouchez au MR, qui est en décalage quasi systématique (sur le cannabis, le vote obligatoire...). »

« Il y a un contrôle plus grand et plus centralisé de la communication depuis quelques années, confirme le professeur en communication Marc Lits (ULB). On donne les petites phrases à décliner, les éléments de langage à placer, dès qu'il y a un événement, les mêmes mots reviennent dans la bouche de différents politiciens. Les consignes viennent d'en haut, des centres d'études ou des présidents. Ce ne sont donc pas vraiment les parlementaires qui s'expriment en disant "Je pense ceci". »

Voilà qui énerve le libéral Georges-Louis Bouchez : « Il est tout de même particulier de voir des responsables de la communication expliquer aux parlementaires élus ce qu'ils peuvent dire et pas dire ! Cela pose la question de la légitimité. A Mons, comme à Charleroi, j'avais dû demander l'autorisation de l'attaché de presse de la Ville, qui travaillait par ailleurs pour le PS, pour pouvoir communiquer. Je ne fais jamais fait ! De quel droit devrions-nous dire ce que je pouvais communiquer ou pas ? »

M.A.D.

### Le poids de la discipline

Comme le dit Marc Lits (ULB) : « La marge de manœuvre d'un parlementaire reste très limitée en raison de la logique de parti. » Et cette discipline de parti se renforce, juge le politologue Pascal Delwit, « les présidents imposant une dynamique communicationnelle homogène. Exemple : les quelques sorties nuancées du CDH sur la rupture avec le PS, comme celle d'Hervé Doyen, ont dès lors pris de l'importance. Et les parlementaires sont plus prudents, s'expriment moins. Conclusion ? « Plus on approche du pouvoir, plus il est complexe d'admettre une expression libre. En politique, tout le monde veut faire croire qu'il a du pouvoir, mais le nombre de ceux qui en ont réellement est très restreint. »

M.A.D.

**-25%\*** À VOS MARQUES

à partir de 2 produits participants d'1 marque

DÉCOUVREZ TOUS LES PRODUITS PARTICIPANTS EN MAGASIN OU SUR COLRUYT.BE

Beurre de barre au sel marin	2,54 € (0,19 €/kg)	Beurre de barre doux	2,48 € (0,19 €/kg)	Croissants roses	3,07 € (0,80 €/kg)	Fraises framboises	3,59 € (2,99 €/kg)	Rhubarbe	3,07 € (0,82 €/kg)	Biscuits	0,92 € (2,29 €/kg)
Beurre d'Ardenne	2,18 € (0,72 €/kg)	Carlsberg	1,03 € (3,17 €/l)	Jupiler	0,767 € (0,31 €/l)	Jupiler	1,03 € (3,17 €/l)	Jupiler	1,03 € (3,17 €/l)	Jupiler	1,03 € (3,17 €/l)

Carlsberg : beurre de baratte ou d'Ardenne au sel marin ou doux 250 g (Espace fraîcheur) **Combinez au choix**

Bonne Maman : confiture Rhubarbe, Fraises-Framboises ou gelées de groseilles rouges 450 g **Combinez au choix**

Jupiler : les pils en canette 33 cl **Combinez au choix**

\* Voir conditions par produit participant dans le dépliant ou sur colruyt.be. Avec la carte XTRA. Non cumulable. Chaque réduction mensuelle est attribuée 1 x par ticket de caisse. Valable jusqu'au 11/11/2017 inclus.

Une bière brassée avec savoir se déguste avec sagesse

colruyt meilleurs prix